

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Épreuve de force sociale ?

- International - Europe -

Date de mise en ligne : jeudi 24 février 2005

Démocratie & Socialisme

- ▶ 18, 19, 20 janvier : trois jours de grève forts bien suivis dans la Fonction publique.
- ▶ 5 février : 118 manifestations, plus de 517 000 manifestants, et 77 % de l'opinion sont hostiles à la loi Ump contre les 35 h.
- ▶ 11 février : 100 000 lycéens manifestent contre le projet de loi Fillon sur l'école.
- ▶ 15 février : encore 80 000 lycéens en dépit des vacances.
- ▶ 8 Mars : rentrée lycéenne, mobilisation nationale.
- ▶ 10 mars : journée d'action nationale unitaire intersyndicale de grève et de manifestation pour les salaires, l'emploi, les 35 h.

Mais Chirac et Raffarin font la sourde oreille. Jamais, nous n'avons eu un gouvernement de droite aussi acharné à faire le « mal social », à rendre irréversible la « thatcherisation » de la société française. Ils suppriment des emplois de fonctionnaires par dizaines de milliers alors que le chômage s'accroît. Ils réduisent de façon draconienne 90 000 postes dans les écoles, alors que celle-ci souffre et se porte mal. Après avoir rogné les retraites, la Sécu, ils allongent la durée du travail pour faire travailler plus en gagnant moins, ce qui revient à baisser les salaires...

Rien ne justifie pourtant une telle politique ; jamais la France n'a été aussi riche. La "cagnotte privée" est énorme, les bénéfices des grandes entreprises sont fabuleux, les dividendes sont distribués généreusement aux actionnaires qui ne les réinvestissent pas...

Pendant ce temps-là, Francis Mer affirme sur les télévisions, en insultant la politique, que "ceux qui gagnent beaucoup le méritent, et ceux qui gagnent peu aussi..." Serge Dassault parle des 35 h qui gangrènent la France et des idées "malsaines de la gauche et des syndicats"...Un député Ump propose d'appeler le « Code du travail » « Code du chômage »...Le mépris économique s'étale dans les radios et télévisions de « service public »...

Chirac avait fait mine, après le vote massif à gauche du 28 mars 2004, de revoir ses textes iniques concernant les chômeurs, les intermittents et les chercheurs, il n'en a rien fait...Comment les lycéens mobilisés croiraient-ils François Fillon lorsque celui-ci annonce qu'il « suspend » son projet de loi avant de le faire passer en force ? On ne peut jamais les croire, ni eux, ni leur propagande médiatique assujettie : Chirac et Raffarin font mine de « découvrir » la « directive Bolkestein » qu'ils ont approuvée - ainsi que Michel Barnier et Pascal Lamy - le 4 mars 2004, et demandent qu'elle soit « remise à plat » : c'est pour gagner du temps jusqu'au référendum et mieux la faire « passer » après. Pour mieux embrouiller le tout, Chirac va faire meeting commun avec le socialiste Zapatero et affirme - qui peut le croire ? - que le projet de constitution n'est "ni de gauche ni de droite". Pendant ce temps-là, il laisse passer la directive européenne « opt out » qui rallonge la durée du travail hebdomadaire européenne maxima de 48 h à 65 h...

Et il cherche à court-circuiter le débat et la montée du "non" en avançant le référendum au 8 mai...(quitte à nourrir l'abstention massive comme en Espagne). Comment tout cela va-t-il éclater ? Comment l'orage va-t-il percer ? Le secteur privé, qui a été significativement présent dans les manifs du 5 février, va-t-il bouger comme des signes semblent l'indiquer ? Le 10 mars prochain quelle sera l'ampleur du mouvement ? On sent, dans l'air, l'épreuve de force se préparer. On entend la colère monter. Les plus exaspérés cherchent l'issue rapide pour stopper les attaques sans fin de ce gouvernement. Les plus calmes parlent de grève générale le 16 mai, un lundi de Pentecôte que l'on veut leur enlever. Les plus pondérés se disent qu'ils ne vont pas "re-voter" pour Chirac en juin. Dix ans, ça suffit ! Et Chirac a peur, à juste titre, que le référendum ne signifie sa propre déroute.

Elisabeth Guigou qui voulait, il y a peu, faire meeting en mai avec Michel Barnier pour le « oui », explique "qu'il y a un danger" de voir le "non" l'emporter lors du référendum sur la Constitution européenne."C'est du traité européen et de l'Europe qu'il est question, et rien d'autre". "Je crois que ce serait une erreur en France de mélanger les genres : il

Épreuve de force sociale ?

faut faire une distinction très nette, découpler les questions de politique intérieure et la question de l'Europe" a-t-elle martelé. Certains comme Jack Lang répètent aussi sur tous les tons qu'il " ne faut pas se tromper de vote » : en 2005, on vote pour l'Europe et seulement l'Europe, et c'est en 2007 seulement, qu'on votera contre Chirac...lequel restera donc en place, tranquillement. Elisabeth Guigou et Jack Lang ont, peut-être, le « temps » d'attendre, mais sans doute pas la majorité des salariés français. Ce n'est pas le moment pour les partisans du "non" socialiste de rester les bras croisés : il faut donner le coup de main nécessaire pour faire gagner le "non" et battre Chirac !